

Brochure n° 3099

**Convention collective nationale**

IDCC : 1424. – **RÉSEAUX DE TRANSPORTS PUBLICS URBAINS  
DE VOYAGEURS**

**(5<sup>e</sup> édition. – Juin 2005)**

---

■ *Journal officiel* du 21 février 2006

**Arrêté du 8 février 2006 portant extension d'un accord conclu dans  
le cadre de la convention collective nationale des réseaux de  
transports publics urbains de voyageurs (n° 1424)**

NOR : SOCT0610385A

Le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale et le ministre  
des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 1993 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté  
du 4 janvier 2005, portant extension de la convention collective nationale  
des réseaux de transports publics urbains de voyageurs du 11 avril 1986 et  
d'accords la modifiant ou la complétant ;

Vu l'accord du 6 juillet 2005, relatif aux salaires, conclu dans le cadre de  
la convention collective nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 29 novembre 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure  
prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrêtent :

### Article 1<sup>er</sup>

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des réseaux de transports publics urbains de voyageurs du 11 avril 1986, les dispositions de l'accord du 6 juillet 2005, relatif aux salaires, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée.

### Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

### Article 3

Le directeur des relations du travail au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et le directeur général de la mer et des transports au ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 février 2006.

*Le ministre de l'emploi,  
de la cohésion sociale et du logement,*  
Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur  
des relations du travail :  
*L'administratrice civile,*  
A. BREAUD

*Le ministre des transports, de l'équipement,  
du tourisme et de la mer,*  
Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur général  
de la mer et des transports :  
*Le sous-directeur du travail  
et des affaires sociales,*  
J. PERRET

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/37, disponible à la direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.